

Après le logement et l'investissement, le gouvernement s'attaque aux emplois vacants... Avec la même ignorance des bases du marché



Après s'être attaqué au logement, le gouvernement français s'attaque, comme prévu, à l'emploi.

En visite mardi dans le Nord, François Hollande s'est engagé à porter à 100 000 le nombre de formations aux emplois vacants en 2014. Tout en oubliant que le système français de formation est à bout de souffle, financé par des subventions, miné par les syndicats et les gaspillages.

Avec [Bruno Bertez](#)

Bruno Bertez est un des anciens propriétaires de l'[Agefi France](#) (l'Agence économique et financière), repris en 1987 par le groupe Expansion sous la houlette de Jean-Louis Servan-Schreiber.

Il est un participant actif du [Blog a Lupus](#), pour lequel il rédige de nombreux articles en économie et finance.
[Voir la bio en entier](#)

[Billet publié initialement sur le Blog a Lupus](#)

La mission des gouvernants socialistes est... de produire du socialisme. De réduire les pouvoirs des individus et de les octroyer à l'Etat, c'est à dire à une classe dominante.

Après s'être attaqué au logement, le gouvernement français s'attaque, comme prévu, à l'emploi. Le but n'est pas social, humain ou économique, non le but est politique. Il s'agit de rester en place, de s'installer, de s'incruster et, pour ce faire, de tenir le plus longtemps possible en faisant semblant, en apparence, de tenir des promesses.

La possibilité de loger décevant et sans pénurie les Français « breadearner », les Français qui gagnent leur pain, a été détruite par le découragement de l'offre de logements. Aucun propriétaire n'envisage sans appréhension de donner son logement en location, tant les risques de dégradation, non-paiement des loyers, contrôle des loyers, maintien forcé dans les lieux, normes tatillonnées, etc. sont importants. Résultat, on s'oriente vers la réquisition des locaux vacants, après avoir tenté de leurrer les propriétaires par des aides empoisonnées.

Le schéma est le suivant: on décourage et on spolie la propriété destinée à la location, puis on fait semblant de faire machine arrière et on la subventionne, bien sûr, tout en la normant et en la contrôlant, et finalement, on franchit le pas, on réquisitionne, on nationalise. On vide le droit de propriété de tout contenu.

On retrouve ce schéma, dont le patronat est complice, dans la mise en coupe des entreprises.

On les saigne, on menace d'interdire les licenciements, on réduit comme peau de chagrin la liberté de gérer, puis on balance 20 milliards, cadeaux scandaleux selon Mélenchon, dont nous partageons l'avis, par le biais du CICE. Bien entendu, au passage, on s'octroie un droit de regard supplémentaire sur la gestion des entreprises, on se donne le droit d'enquêter et de contrôler, comme vient juste de le dire Moscovici, pour détecter les fraudeurs.

Et des fraudeurs, il y en aura, car tout cadeau tombé du ciel produit ses profiteurs, ses délinquants, c'est incontournable et on le sait. Tout le monde le sait, les socialistes, le MEDEF, mais dans le régime pseudo capitaliste façon corporatiste social-national, finalement, tout le monde est complice, d'accord pour réduire la liberté des chefs d'entreprises. Tout cela a des relents que vous avez, bien entendu, décelé, vous sentez d'ici, n'est-ce pas, la nostalgie honteuse. Nous ne qualifierons pas plus précisément, la suggestion est plus efficace...

Ce schéma, on vient encore de le voir s'ébaucher avec les déclarations de Hollande en campagne dans le nord de la France. Le constat, qui dénote la même pensée, nous devrions dire, la même fausseté de pensée, que dans le cas du logement et de l'investissement, s'applique cette fois à l'emploi. Le vocabulaire utilisé est le même, la tournure d'esprit semblable et, bien entendu, les remèdes proposés sont de la même veine.

Hollande, Nanette Vitamine, vient de découvrir qu'il y avait 100.000 emplois vacants ; comme les logements, ils sont vides, non occupés. Est-ce un économiste qui l'a conseillé, ou bien est-ce un rhéteur Enarque faiseur de discours, on ne sait, mais à partir de cette analogie, on va pourvoir au remplissage des emplois vacants. Il suffisait d'y penser, Nanette. **Les uns sont sans emploi, les autres ont des emplois vacants, qu'à cela ne tienne, on va boucher les trous.**

Remplir ce qui est vide. Et on sort la tarte à la crème de la formation. Ah la tarte à la crème de la formation, cette manne pourrie dont tout le monde sait, mais silence, on se goinfre, qu'elle est gaspillage et détournement institutionnalisés au profit des escrocs, des syndicats, des organismes bidons et des partis politiques en mal de reclassement de permanents. Ah, cette formation qui multiplie les inscriptions à des cours d'anglais dont même Maurice Chevallier sourirait.

Tout le monde s'inscrit à des cours d'anglais, cela ne nécessite aucun effort, hélas, personne n'est simplement capable d'aligner deux mots sans faire sourire.

Et tout est l'avenant.

Le « miracle » de la formation est l'un des plus grands scandales de notre époque. On a fait croire aux jeunes que s'ils avaient des diplômes, ils auraient du travail ; maintenant, ils sont chômeurs diplômés inclassables parce qu'avec leur diplôme, ils refusent de déchoir ! Les diplômés, aux USA, prennent des emplois de fast-food, vendeurs de voitures, livreurs de pizzas, voilà la réalité. Et les imbéciles qui se font avoir par la publicité des organismes de formation paient, perdent leur temps, deviennent frustrés de promesses non tenues, avant de se résigner à abandonner leurs prétentions.

Prétention, le mot est à prendre au sens plein.

C'est un mythe que de croire qu'en se qualifiant, on échappe au chômage. C'est un mythe honteux, on devient chômeur qualifié. Et encore plus avec des formations au rabais, subventionnées, politisées, syndicalisées. La concurrence des pays neufs a depuis longtemps grimpé dans l'échelle de la valeur ajoutée, ce n'est pas la

main d'œuvre non qualifiée qui est évincée du marché du travail, non, ce sont ceux qui sont juste qualifiés, ceux qui sont qualifiés, mais ne peuvent prétendre à l'excellence. Ce sont les gens moyennement qualifiés qui sont mis hors du circuit, voilà la vérité. Et ce ne sont pas les formations socialistes, à faible compétence et médiocre motivation, qui vont reconquérir le marché. Et l'excellence, créatrice d'emploi, à la fois pour soi et pour les autres, est bannie, tuée par les socialistes. Pourquoi rechercher l'excellence si on postule, à longueur de journée et d'ondes, à l'égalité? L'excellence, c'est la recherche de ce qui vaut plus, de ce qui distingue ; l'excellence, c'est la discrimination; honnie des socialistes et de leurs alliés et complices. On ne peut ne vouloir voir qu'une seule tête, tout raboter et s'étonner du nivellement qui accompagne le chômage. L'excellence, ressort de la création, de l'innovation et donc de l'emploi dans un monde de compétition est dépouillé de tout sens par une culture, une fiscalité, qui bannissent l'effort et sa récompense.

Si les postes offerts, à vérifier qu'ils existent vraiment, ne sont pas pourvus, c'est parce que, au prix où ils sont offerts, il n'y a pas de demandeur. Voilà la réalité incontournable. Et l'entreprise ne paie pas plus cher, parce que au-delà, cela n'est pas rentable d'employer. Et le demandeur ne prend pas l'emploi parce que, à ce niveau de salaire, il a tout intérêt à refuser et préférer vivre aux dépens de ses proches ou de la collectivité. Le marché du travail, comme celui du logement, est désajusté, bloqué.

La solution est-elle de multiplier les emplois bidon, non productifs, garage ou parkings à chômeurs, par les subventions -et les contrôles qui en découlent- les aides, les niches -que l'on supprimera plus tard- non bien sûr. Celui qui subventionne prend le pouvoir, messieurs les chefs d'entreprise, sachez-le, être chef d'entreprise c'est, au moins, conserver un peu de liberté et de dignité.

La solution est de débloquer, de rétablir l'ajustement du marché du travail, de fluidifier.

Nous entendons parler d'aide à la mobilité, au déménagement, mais, hier, on a augmenté la taxation sur les reventes de logements -gel du marché- et demain, on parle d'augmenter les droits de mutation, dus en cas de cession. Gribouille est parmi nous, il loge dans les Palais!

La France a perdu sa compétitivité internationale ; de tous temps, la France, faute de courage, a été dévaluationniste, c'est une tradition française due à l'absence de consensus social, due à la persistance d'une lutte des classes larvée. **La dévaluation dans un monde de changes flottants est une arme, un outil qui permet de faire en douceur ce que l'on ne peut imposer.**

Visiblement, cet outil n'est pas dans la trousse de notre plombier national. Que fait-on, on refuse la dévaluation externe, celle du change, celle de cet euro maudit qui met au rencart et condamne à la misère et à l'affrontement.

On préfère faire ami-ami avec Merkel et faire de la dévaluation interne, casser la demande, amputer les revenus, plutôt que déplaire au souverain. On n'a même pas l'estomac de mettre à l'épreuve le bluff allemand. Ce faisant, on se prive de la seconde arme, le second outil, le budgétaire. Faute d'oser affronter ses rivaux stratégiques, cela toujours été le comportement socialiste, on se retourne contre son peuple, comme la police qui, incapable de lutter contre les délinquants, harcèle les honnêtes gens.

Quand on a renoncé à tout, quand on s'est trompé sur tout, il ne reste plus qu'une chose, celle que l'on fait, faire violence à son propre peuple. On abaisse le peuple, on le condamne à quémander, à vivre rampant ou à genoux. On se sert de son peuple comme marchepied, dans la dérisoire ascension vers le socialisme.